

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

**Arrêté DCPAT-BAE n°2024-572
portant autorisation d'exploiter un établissement piscicole destiné
à l'élevage de salmonidés désigné « SARL LES TRUITES DE LA COTE D'ARGENT »
sur la commune de SAINT-MARTIN-D'ONEY**

**La préfète,
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite**

VU le Règlement Européen (CE) n° 1069/2009 du 21 octobre 2009, établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux non destinés à la consommation humaine et abrogeant le règlement européen (CE) n° 1774/2002 du 3 octobre 2002 ;

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.211-1 et suivant, L.214-1 à L.214-10, L.214-17 à L. 214-19 et R.214-1 à R.214-60, et les livres V des parties législative et réglementaire ;

VU le Code du Travail, et notamment son article R. 231-53 ;

VU le Code Rural, et notamment le livre I titre III concernant les cours d'eau non domaniaux ;

VU le Code Civil, et notamment les articles 640 à 648 ;

VU le décret du 12 janvier 2022 portant nomination de Madame Françoise TAHÉRI, préfète des Landes ;

VU la charte d'engagement pour le développement durable de l'aquaculture française, signée le 1^{er} février 2011, entre le comité interprofessionnel des produits de l'aquaculture (CIPA), la fédération française d'aquaculture (FFA), l'office national de l'eau et des milieux aquatiques (ONEMA), la direction de l'eau et de la biodiversité (DEB) et la direction des pêches maritimes et de l'aquaculture (DPMA) ;

VU le protocole de mise en œuvre du plan de progrès pour la pisciculture (PPP) en application de cette charte, établi le 13 février 2015 ;

VU l'arrêté du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées ;

VU l'arrêté du 10 mars 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4725 ;

VU l'arrêté du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à

autorisation en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

VU l'arrêté du 1^{er} avril 2008 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les piscicultures d'eau douce soumises à autorisation au titre du livre V du code de l'environnement (rubrique 2130 de la nomenclature des installations classées) ;

VU l'arrêté du 7 octobre 2013 établissant la liste des cours d'eau mentionnée au 1^o du I de l'article L. 214-17 du code de l'environnement sur le bassin Adour-Garonne citant le Geloux, à l'aval de sa confluence avec le Marc, code Q25-0460 ;

VU l'arrêté du 15 septembre 2020 modifiant l'arrêté du 8 janvier 1998 fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles pris en application du décret n° 97-1133 du 8 décembre 1997 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE 2022-2027) du bassin Adour-Garonne approuvé le 10 mars 2022 par le préfet de la région Midi-Pyrénées, préfet coordonnateur de bassin Adour-Garonne ;

VU le plan de gestion des risques d'inondations (PGRI) du bassin Adour-Garonne 2022-2027 approuvé le 10 mars 2022 ;

VU la charte d'engagement pour le développement durable de l'aquaculture française, signée le 1^{er} février 2011, entre le comité interprofessionnel des produits de l'aquaculture (CIPA), la fédération française d'aquaculture (FFA), l'office national de l'eau et des milieux aquatiques (ONEMA), la direction de l'eau et de la biodiversité (DEB) et la direction des pêches maritimes et de l'aquaculture (DPMA) ;

VU le protocole de mise en œuvre du plan de progrès pour la pisciculture (PPP) en application de cette charte, établi le 13 février 2015 ;

VU l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2013 portant approbation du schéma d'aménagement et de gestion des eaux de la Midouze (SAGE) ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 décembre 1985 autorisant M. Luc TRUCHETET à aménager en enclos piscicole une portion de cours d'eau du Geloux sur la commune de SAINT-MARTIN-D'ONEY pour une durée de 30 ans ;

VU le règlement d'eau du 29 novembre 1982 relatif à l'autorisation de réaliser un ouvrage de dérivation des eaux du Geloux destiné à alimenter un établissement de salmoniculture que M. Luc TRUCHETET est autorisé à exploiter, au lieu-dit « Pont de Pouyblan » sur le territoire de la commune de SAINT-MARTIN-D'ONEY ;

VU le courrier du 16 juin 2023 déclarant la reprise du site à compter du 1^{er} janvier 2024 par la société SARL LES TRUITES DE LA COTE D'ARGENT ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2024-136-DC2PAT du 3 mai 2024 donnant délégation de signature à Madame Stéphanie MONTEUIL, secrétaire générale de la préfecture des Landes ;

VU le dossier de notification de modification de son installation et la demande d'examen au cas par cas, présentés par la société SARL LES TRUITES DE LA COTE D'ARGENT, reçu complet le 16 juin 2020 et relatif au projet de réactualisation des prescriptions de fonctionnement de la pisciculture du Courlis, qu'elle exploite sur la commune de MÉZOS ;

VU la décision préfectorale DDCSPP/SPAE/2020-0364 du 24 juillet 2020 relative à un projet relevant d'un examen au cas par cas concluant que le projet n'est pas soumis à évaluation environnementale ;

VU l'absence d'avis recueillis lors de la phase de participation du public par voie électronique ayant eu lieu du 30 octobre au 30 novembre 2023 ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 21 décembre 2023 ;

VU les observations émises par l'exploitant le 14 août 2024 sur le projet d'arrêté préfectoral qui lui a été transmis le 5 juillet 2024 ;

VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CoDERST) des Landes du 10 septembre 2024 ;

Considérant qu'aux termes de l'article L 512-2 du Code de l'Environnement, Titre 1^{er}, Livre V, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau et de préserver les intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement ;

Considérant que les conditions d'aménagements et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement, Titre 1, livre V, notamment pour la commodité du voisinage, la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

Considérant le comblement effectif, sur le site de la pisciculture du Pont de Pouyblan à SAINT-MARTIN-D'ONEY du forage historiquement présent sur le site ;

Considérant que l'administration n'a pas connaissance de plaintes liées à des problématiques d'inondation générées par le seuil de dérivation de la pisciculture depuis sa création ;

Considérant que le pétitionnaire n'envisage pas la mise en place d'une turbine pour produire de l'électricité ;

Considérant que le diagnostic de l'installation existante met en évidence la nécessité d'améliorer la continuité écologique ;

Considérant que le ruisseau du Geloux est classé en liste 1 au titre de l'article L.214-17 du Code de l'environnement et que ce classement en liste 1 fait uniquement interdiction pour le propriétaire ou l'exploitant à la création de nouvel obstacle à la continuité écologique ;

Considérant que le propriétaire ou l'exploitant doit cependant équiper les ouvrages pour assurer la circulation des poissons migrateurs ;

Considérant qu'une étude de restauration de la continuité écologique a été déposée par l'exploitant ;

Considérant l'ensemble des éléments établis et échangés entre l'exploitant, l'administration centrale, les services déconcentrés et les partenaires professionnels durant la procédure inhérente au protocole de plan de progrès des piscicultures visé ci-dessus ;

Sur la proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture des Landes ;

ARRÊTE

TITRE I - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1 : AUTORISATION

Article 1.1 – Exploitant titulaire de l'autorisation

La société SARL LES TRUITES DE LA COTE D'ARGENT, située 505 route de la Grande Lande, 40120 ROQUEFORT, ci-après dénommée l'exploitant, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter au lieu-dit « Pont de Pouyblan », sur le territoire de la commune de SAINT-MARTIN-D'ONEY, un établissement piscicole destiné à l'élevage de salmonidés, désigné « PISCICULTURE DU PONT DE POUYBLAN ».

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent à tous les équipements ou installations exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec l'installation soumise à autorisation, à en modifier les dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés mentionnés aux articles L.211-1, L.511-1 et L. 181-3 du code de l'environnement.

Article 1.2 – Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

L'arrêté préfectoral du 20 décembre 1985 étant caduc, les prescriptions du présent arrêté définissent les conditions d'exploitation de l'installation.

ARTICLE 2 : NATURE DES INSTALLATIONS

Article 2-1 – Situation de l'établissement Les installations piscicoles autorisées sont situées sur la commune de SAINT MARTIN D'ONEY sur les parcelles suivantes :

Commune	Section	Parcelles
SAINT-MARTIN-D'ONEY	OD	N° 454

L'installation est implantée :

- à au moins 100 mètres des habitations des tiers (à l'exception des logements occupés par des personnels de l'installation et des gîtes ruraux dont l'exploitant a la jouissance) ou locaux habituellement occupés par des tiers, stades ou terrains de camping agréés (à l'exception des terrains de camping à la ferme) ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers ;
- à au moins 3 kilomètres en amont ou en aval d'une pisciculture existante implantée sur le même cours d'eau (cette distance se mesure immédiatement en amont de la prise d'eau ou immédiatement en aval du rejet, le long de l'axe du cours d'eau) ;
- dans un rayon d'au moins 1 kilomètre d'une pisciculture située sur le même bassin versant.

Article 2-2 – Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

LÉGENDE : A : autorisation ; E : enregistrement ; DC : déclaration soumise à contrôle périodique ; D : déclaration ; NC : non classé.

Rubrique	Intitulé de la rubrique	Capacité maximale de l'établissement	Régime
2130-1	Pisciculture 1. pisciculture d'eau douce (à l'exclusion des étangs empoisonnés, où l'élevage est extensif, sans nourrissage ou avec apport de nourriture exceptionnel), la capacité de production étant supérieure à 20 tonnes / an	200 tonnes / an	A
4725-2	Oxygène. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 200 t (A) 2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 200 t (D)	11 500 litres soit 13 tonnes	D
4441	Liquides comburants catégories 1, 2 ou 3. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 50 t (A) 2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 50 t (D)	(peroxyde d'hydrogène) 1 000 litres soit 1,45 tonnes	NC
2160-2	Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable. 2. Autres installations : a) si le volume total de stockage est supérieur à 15 000 m ³ (A) b) si le volume total de stockage est supérieur à 5 000 m ³ , mais inférieur ou égal à 15 000 m ³ (DC)	(aliment) 20 m ³	NC
4734	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente	(gasole) 1 000 litres soit 0,85 t	NC

	<p>dans les installations étant : (...)</p> <p>2. Pour les autres stockages :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 1 000 t (A)</p> <p>b) Supérieure ou égale à 100 t d'essence ou 500 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total (E)</p> <p>c) Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total (DC)</p>		
--	--	--	--

Article 2-3 – Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités entraînant des prélèvements sur les eaux superficielles ou souterraines (IOTA) :

Les rubriques définies au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement (I.O.T.A) concernées sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé de la rubrique	Valeur concernée	Régime
1.2.1.0	<p>A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L. 214-9, prélèvements et installations et ouvrages permettant le prélèvement, y compris par dérivation, dans un cours d'eau, dans sa nappe d'accompagnement ou dans un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe :</p> <p>1° D'une capacité totale maximale supérieure ou égale à 1 000 m³/heure ou à 5 % du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau (A) ;</p> <p>2° D'une capacité totale maximale comprise entre 400 et 1 000 m³/heure ou entre 2 et 5 % du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau (D)</p>	<p>Valeur maximale du débit dérivé :</p> <p>650l/s</p> <p>soit</p> <p>2340 m³/heure</p>	A
1.3.1.0.	<p>Prélèvement total d'eau (hors convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L. 214-9) dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative instituées, notamment au titre de l'article L. 211-2, ont prévu l'abaissement des seuils :</p> <p>1° Capacité supérieure ou égale à 8 m³/ h (A) ;</p>	<p>Valeur maximale du débit dérivé :</p> <p>650l/s</p> <p>soit</p> <p>2340 m³/heure</p>	A
3.1.1.0	<p>Installations, ouvrages, remblais et épis, dans le lit mineur d'un cours d'eau, constituant :</p> <p>2) Un obstacle à la continuité écologique :</p> <p>a) Entraînant une différence de niveau supérieure ou égale à 50 cm, pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont</p>	<p>Différence de niveau entre la ligne d'eau amont et aval :</p> <p>304 cm</p>	A

	et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation (A) b) Entraînant une différence de niveau supérieure à 20 cm mais inférieure à 50 cm pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation (D) <i>Au sens de la présente rubrique, la continuité écologique des cours d'eau se définit par la libre circulation des espèces biologiques et par le bon déroulement du transport naturel des sédiments</i>		
2.2.1.0.	Rejet dans les eaux douces superficielles susceptible de modifier le régime des eaux, la capacité totale de rejet de l'ouvrage étant supérieure à 2 000 m ³ /j ou à 5 % du débit moyen interannuel du cours d'eau	Capacité de rejet : 1800 m ³ /h soit 25 920 m ³ /jour	D
3.2.7.0	Piscicultures d'eau douce mentionnées à l'article L. 431-6 (D)		D

ARTICLE 3 : CONFORMITÉ DE L'INSTALLATION

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant et représentées par le plan en Annexe 1. En tout état de cause, elles respectent, par ailleurs, les dispositions du présent arrêté et des autres réglementations en vigueur.

ARTICLE 4 : DURÉE DE L'AUTORISATION

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

ARTICLE 5 : MODIFICATION D'ACTIVITÉ

Article 5.1 – Modifications apportées aux installations

Toute modification apportée par le déclarant à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation initiale, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Article 5.2 – Équipements et matériels abandonnés

Les équipements abandonnés ne sont pas maintenus dans les installations.

Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

Article 5.3 – Transfert sur un autre emplacement

Tout transfert sur un autre emplacement des installations nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou de déclaration.

Article 5.4 – Changement d'exploitant

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur en fait la déclaration au préfet dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'exploitation.

ARTICLE 6 : RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail, le code rural et le code général des collectivités territoriales.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

ARTICLE 7 : CESSATION D'ACTIVITÉ ET REMISE EN ÉTAT DU SITE

Lorsque l'installation cesse l'activité au titre de laquelle elle était autorisée, son exploitant en informe le préfet au moins trois mois avant l'arrêt définitif. La notification de l'exploitant indique les mesures de remise en état prévues ou réalisées. En cas d'arrêt définitif d'une installation classée, l'exploitant doit remettre son site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

En particulier :

- tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets sont valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées ;

Les cuves ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux sont vidées, nettoyées, dégazées et, le cas échéant, décontaminées. Elles sont si possible enlevées, sinon et dans le cas spécifique des cuves enterrées et semi-enterrées, elles sont rendues inutilisables par remplissage avec un matériau solide inerte.

Les bassins inusités sont, si possible, démantelés, sinon sécurisés et leur accès y est rendu impossible.

L'exploitant procède à la remise en état du cours d'eau au droit de la prise d'eau, notamment par effacement du barrage de dérivation s'il existe et l'obturation de la ou des prises d'eau. Il procède également au retrait de l'ensemble des remblais et aménagements de nature à modifier la cote du terrain naturel et rétablit les écoulements naturels tels qu'ils existaient antérieurement.

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, que des terrains susceptibles d'être affectés à un nouvel usage sont libérés et que l'état dans lequel doit être remis le site n'est pas déterminé par l'arrêté d'autorisation, le ou les types d'usage à considérer sont déterminés conformément aux dispositions de l'article R. 512-75-1 du code de l'environnement.

TITRE II – AMÉNAGEMENT-EXPLOITATION

ARTICLE 8 : INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage et de protéger ses installations et le milieu environnant en cas d'inondation. L'ensemble de l'installation est entretenu et maintenu propre en permanence.

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Les zones périphériques des bassins font l'objet d'un soin particulier (plantation, engazonnement...).

ARTICLE 9 : CLÔTURE ET CONTRÔLE D'ACCÈS

Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas accès libre à l'installation.
L'ensemble de l'installation est clôturé.

ARTICLE 10 : RISQUES DE POLLUTION

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation de l'installation pour prévenir les risques de pollution accidentelle de l'air, des eaux ou des sols. Il doit prendre les mesures nécessaires à la réduction de la consommation d'eau, des matières premières et d'énergie, des flux de rejets polluants, en adoptant, au maximum, les meilleures techniques disponibles, économiquement acceptables et compatibles avec la qualité du milieu environnant.

En cas de pollution accidentelle provoquée par l'établissement, l'exploitant fournit, dans les meilleurs délais, tous les renseignements connus dont il dispose permettant de déterminer les mesures de sauvegarde à prendre pour ce qui concerne les personnes, la faune, la flore et les ouvrages exposés à cette pollution.

Les effluents aqueux récupérés, susceptibles d'être pollués (pompage, lavage d'installation, etc.) sont stockés avant leur valorisation ou élimination, dans des conditions ne présentant pas de risque de pollution.

Dans l'hypothèse où une pollution du milieu récepteur serait constatée, elle devra être immédiatement signalée à l'inspection des installations classées ainsi qu'aux services sanitaires (GDSA-NA et DDETSPP).

ARTICLE 11 : RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES

L'exploitant dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que filtres, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants.

ARTICLE 12 : CONSIGNES D'EXPLOITATION

Les bassins contenant les poissons sont conçus, nettoyés et entretenus de manière à éviter la sédimentation excessive des matières en suspension.

Lorsque les bassins de l'installation sont conçus et exploités de telle manière qu'ils puissent être vidés, nettoyés et désinfectés, ces opérations ne doivent pas avoir de conséquences nuisibles pour la vie aquatique et le biotope de la rivière.

Les ouvrages de stockage des boues sont d'une capacité suffisante, notamment pour faire face aux périodes où l'épandage est impossible. Ils sont conçus pour retenir les lixiviats générés au cours du stockage. Leur implantation, leur conception et leur exploitation minimisent les émissions d'odeurs perceptibles pour le voisinage, notamment lors des phases d'apport et de reprise des boues et évitent tout départ de boues vers le cours d'eau.

Les consignes d'exploitation de l'installation comportent explicitement les contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident.

L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et de ses dangers et inconvénients.

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et portées à la connaissance du personnel dans les lieux fréquentés par celui-ci. Ces consignes indiquent :

- ✓ les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation lors de crues ;
- ✓ les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses ou polluantes.

L'exploitant doit se conformer aux dispositions du Code du Travail, et aux textes pris pour son application, dans l'intérêt de l'hygiène et la sécurité des travailleurs, en ce qui concerne les mesures générales de protection et de salubrité applicables à tous les établissements assujettis.

ARTICLE 13 : INCIDENT – ACCIDENT

Tout incident grave ou accident de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés aux articles L 511-1 et L.211-1 du Code de l'Environnement doit être immédiatement signalé à l'Inspecteur de l'Environnement à qui l'exploitant remet, dans les plus brefs délais, un rapport précisant les causes et les circonstances de l'accident ainsi que les mesures prises et/ou envisagées pour éviter son renouvellement.

ARTICLE 14 : DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :

- x le dossier de demande d'autorisation et les éventuels dossiers modificatifs,
- x les dossiers de déclarations s'il y en a,
- x le registre d'élevage tel que prévu par la réglementation en vigueur ;
- x les plans tenus à jour, indiquant, de manière précise, notamment le point de prélèvement pour alimentation en eau de la pisciculture (ruisseau du Geloux), le circuit d'alimentation en eau des bassins d'élevage et du local éclosion-alevinage s'il existe, les grilles amont et aval délimitant la pisciculture et le(s) point(s) de rejet(s) des effluents de la pisciculture ;
- x les résultats des différentes analyses et mesures réalisées liées au programme de surveillance des rejets et aux méthodes d'estimation du débit dérivé ;
- x le cahier d'épandage, le cas échéant,
- x les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation et les récépissés de déclaration, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et des IOTA au titre du code de l'environnement,
- x tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde de données.

Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

TITRE III - PROTECTION DE LA RESSOURCE EN EAU ET DES MILIEUX AQUATIQUES

L'implantation et le fonctionnement de l'installation sont compatibles avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L.212-1 du code de l'environnement. Elles sont compatibles avec les orientations du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Adour-Garonne.

Le fonctionnement de l'installation est conforme au I de l'article L.214-17 et à l'article L.214-18 du code de l'environnement, notamment en ce qui concerne :

- La mise en place des ouvrages de prélèvement d'eau, qui ne doivent pas gêner le libre écoulement des eaux ;
- Les prélèvements d'eau associés.

ARTICLE 15 : DISPOSITIONS APPLICABLES AUX OUVRAGES

Article 15-1 – Consistance des installations autorisées pour le fonctionnement de l'installation

L'établissement est situé sur le cours du Geloux : code masse d'eau : FRFR330B-4

- coordonnées géographiques GPS de la prise d'eau :

X : 43.934759

Y : -0.629566

En application du règlement d'eau du 29 novembre 1982, l'établissement est alimenté par un ouvrage de dérivation des eaux situé sur l'emprise du cours d'eau « Le Geloux ».

Les ouvrages, implantés sur la commune de Saint-Martin-d'Oney, sont constitués :

- d'un seuil de dérivation sur le Geloux aux coordonnées (X : 43.934759 ; Y : -0.629566).

Ce seuil en béton d'une largeur d'environ 8,50 m pour une longueur de 5,10 m possède des vannes fonctionnelles en métal. Il est équipé d'une passe à poissons formée d'une passe à bassins et d'une rampe à anguilles qui assurent la continuité écologique, dont les principales caractéristiques sont fixées à l'article 15 – 2. du présent arrêté.

- d'un canal d'amenée de 3 m de large, de 90 cm de hauteur et d'une longueur de 27m qui alimente la pisciculture ;
- d'un ouvrage de restitution des eaux et d'un canal de restitution de 3 m de large situé qui se rejette dans le Geloux à environ 210 m en aval du seuil de la pisciculture. (Géolocalisation X : 43.9330639 ; Y : -0.6290667)
- de dix-huit bassins d'élevage de salmonidés ;

La pisciculture comporte à l'amont et à l'aval une grille fixe et permanente la délimitant, empêchant la libre circulation des poissons entre l'exploitation et le cours d'eau d'implantation. La taille des mailles ou des ouvertures de la grille n'excède pas 10 millimètres. L'exploitant est tenu d'assurer le fonctionnement et l'entretien des ouvrages de prélèvement, des dispositifs garantissant, dans le lit du cours d'eau, le débit minimal, des dispositifs de franchissement, des dispositifs de suivi des débits ainsi que des grilles d'amont et d'aval.

Le pétitionnaire équipe le seuil et le canal d'amenée de la pisciculture de deux échelles limnimétriques, l'une située sur le Geloux, en amont du seuil de dérivation, calibrée afin de mesurer le débit transitant dans la rampe à anguilles et l'autre située en amont immédiat des bassins.

Le pétitionnaire met en place au niveau du seuil de dérivation, un repère fixe invariable matérialisé par une borne en béton de dimension suffisante ancrée dans la berge dans l'axe de l'ouvrage, munie d'une pointe sur la face supérieure marquant dorénavant l'origine des mesures topographiques. La borne est rattachée au NGF et une plaque mentionnant cette

cote est scellée à proximité. Un calage des échelles limnimétriques est réalisé par rapport à cette borne et est fourni au service police de l'eau.

Le pétitionnaire est responsable de la conservation des repères et des dispositifs de mesure.

Si nécessaire, le pétitionnaire met en place des panneaux de signalisation appropriés, au niveau du seuil de dérivation sur le Geloux, pour assurer la sécurité de la circulation des engins nautiques non motorisés. Ces panneaux sont de dimension suffisante et situés de façon à être visibles des usagers.

Article 15-2-Restauration de la continuité piscicole et sédimentaire

Toutes les dispositions sont prises pour assurer la libre circulation des poissons migrateurs du cours d'eau (montaison et dévalaison) au moyen d'une passe à anguilles adaptée. Le barrage de dérivation est équipé d'un dispositif de franchissement alimenté par un débit d'attrait obtenu soit en utilisant une partie de l'eau prise en amont de la prise d'eau, soit en ramenant en permanence en amont de la prise d'eau une partie de l'eau sortant de la pisciculture.

Le pétitionnaire transmet au service instructeur, au plus tard le 31 décembre 2024, un dossier de porter-à-connaissance :

- décrivant les dispositifs mis en œuvre pour assurer la libre-circulation de l'anguille (y compris les jeunes stades) et la mise en œuvre du système de dévalaison correspondant au droit de l'installation ;
- démontrant l'adéquation entre le débit réservé et le bon fonctionnement du dispositif de franchissement à toutes les périodes de l'année dont notamment lors des périodes spécifiques de fraie et de montaison et de nage de l'espèce cible ;
- décrivant les mesures visant à réduire et compenser l'impact de l'installation sur le bon déroulement du transit sédimentaire.
- Déterminant les ouvrages et leurs modalités surveillance et de gestion permettant de garantir le débit réservé
- fourni un avant projet détaillé, mentionnant les relevés NGF et cotes projet des ouvrages et niveaux d'eau garantissant leur bon fonctionnement
- justifiant le débit d'attrait des installations de continuité écologique

Le pétitionnaire réalise les travaux de restauration de la continuité écologique avant le 1^{er} novembre 2025.

Le dépôt d'un dossier de porter-à-connaissance peut donner lieu à des prescriptions complémentaires arrêtées par l'autorité administrative.

15-2-1 – Caractéristiques de l'ouvrage de franchissement piscicole

L'ouvrage de franchissement piscicole comprend, au niveau du seuil, une passe à bassins et une rampe à anguille dont les caractéristiques seront validées selon les délais fixés à l'article précédent.

Sa mise en conformité doit être effective au 1^{er} novembre 2025.

15-2-2 – Entretien des ouvrages de franchissement piscicole

Le pétitionnaire prend toutes les mesures nécessaires afin de conserver un droit d'accès aux ouvrages.

Le pétitionnaire procède à des visites de contrôle régulières des ouvrages de franchissement piscicole, notamment après chaque crue. Il doit procéder aux opérations nécessaires pour garantir la fonctionnalité et la conservation des caractéristiques des ouvrages. Une vidange annuelle peut être demandée par les services de contrôle pour vérifier la fonctionnalité du dispositif.

15-2-3 – Gestion de la continuité sédimentaire

La continuité sédimentaire doit être assurée. Elle est effectuée par action sur les vannages du barrage.

En tout état de cause les opérations de gestion de la continuité sédimentaire devront être réalisées dans le respect des débits d'eau à garantir pour le bon fonctionnement des ouvrages de continuité piscicole et le maintien du débit réservé.

Article 15-3-Prescriptions spécifiques

Article 15-3-1 – Suivi des débits

Le débit maximal de la prise d'eau est de 650 l/s soit 2340 m³/h.

Le site est situé à 200 m à l'amont de la station de mesure de SAINT MARTIN D'ONEY qui permet de relever le débit du cours d'eau à l'aval de la pisciculture.

En période d'étiage (1^{er} mai au 30 novembre) ou dès lors que le débit mesuré à la station de SAINT MARTIN D'ONEY est inférieur ou égal à 750 l/s (650l/s débit dérivé et 100l/s de débit réservé), l'exploitant réduit l'alimentation en eau de la pisciculture à savoir le débit dérivé afin de respecter en permanence le maintien d'un débit minimal dans le lit du cours d'eau et en tout état de cause un débit réservé minimal de **100 l/s** qui doit être maintenu en tout temps dans le tronçon court-circuité.

Dans l'éventualité où la station de référence serait défaillante, l'exploitant doit disposer d'un système ou d'une méthode, telle qu'une échelle limnimétrique, d'évaluation du débit réservé qui en tout état de cause ne doit pas être inférieur à 100l/s.

L'exploitant doit disposer d'un système ou d'une méthode, telle qu'une échelle limnimétrique, d'évaluation du débit dérivé par l'ouvrage de prise d'eau sur le cours d'eau et, le cas échéant, du débit réservé. En période de bon fonctionnement de la station de Saint Martin d'Oney, le débit réservé peut être déduit des divers relevés effectués est archivé aux mêmes fréquences par l'exploitant. Une vérification de cette mesure peut faire l'objet d'une comparaison avec une mesure directe.

Ces procédures de mesure doivent être définies et consultables à tout moment par les services de contrôle.

Les données de débit sont relevées, rapatriées et archivées par l'exploitant, selon les fréquences précisées dans l'article 30.

A l'issue de la réalisation des ouvrages de continuité écologique, le contrôle du débit de des aménagements de montaison et de dévalaison doivent également faire l'objet d'une mesure qui sera détaillée dans le porter à connaissance mentionné à l'article 15-2.

15-3-2 – Restitution d'un débit minimal

Le débit minimal en aval du seuil de dérivation ne doit pas être inférieur à **100 l/s** Les dispositifs de restitution du débit doivent être aménagés pour permettre une mesure (échelle limnimétrique, échancrure calibrée...). Le débit réservé est restitué par la passe à anguilles, la

dévalaison, l'échancrure du barrage ou autre aménagement au droit de l'ouvrage. Le dimensionnement de ces dispositifs est à déterminer dans le cadre du dossier de restauration de la continuité écologique mentionné à l'article 15-2-.

En étiage, l'exploitant réduit son stock de poissons et la ration alimentaire, selon la procédure qu'il a préalablement établie, pour satisfaire à la qualité du cours d'eau et au maintien du débit réservé.

15-3-3 – Gestion des niveaux et vannages

Les vannages du barrage sont gérés de telle sorte qu'ils n'entraînent pas une attractivité nuisant au fonctionnement optimal des aménagements de continuité piscicole.

15-3-4 – Qualité des eaux restituées

Les eaux restituées au cours d'eau en aval de la pisciculture, en période d'exploitation normale, le sont dans un état de salubrité et de température proche de celui du cours d'eau à l'amont de la dérivation. Elles respectent les caractéristiques prévues à l'article 17 de cet arrêté.

En cas de dégradation de la qualité des eaux, l'autorité administrative peut prescrire des analyses à charge du pétitionnaire. Ces mesures portent notamment sur la température, les matières en suspension et l'oxygène dissous à l'amont du seuil.

15-3-5 – Espèces invasives

Le pétitionnaire procède à la surveillance de l'éventuelle apparition d'espèces envahissantes animales ou végétales dans le canal d'amenée de la pisciculture. Il met en œuvre les méthodes curatives possibles en l'état actuel des connaissances scientifiques sur la lutte contre les espèces envahissantes pouvant nuire à la qualité des milieux naturels : arrachage mécanique et manuel des plantes après abaissement du niveau d'eau, piégeage et pêche.

Parmi ces espèces envahissantes figurent la Jussie (*Ludwigia grandiflora*, *Ludwigia peploides*), le Lagarosiphon (*Lagarosiphon major*), la Myriophylle du Brésil (*Myriophyllum aquaticum*), ainsi que les espèces de poissons, de crustacés et de grenouilles susceptibles de provoquer des déséquilibres biologiques dans les eaux visées à l'article R. 432-5 du code de l'environnement.

L'introduction dans le milieu naturel de ces espèces végétales invasives, que ce soit de façon volontaire ou par négligence ou par imprudence, est susceptible de sanctions.

Article 15-3-6 – Mesures en faveur d'une consommation rationnelle de l'eau

Économie d'eau :

Les installations sont conçues et exploitées de manière à limiter les usages superflus de l'eau.

L'exploitant procède à la détection des fuites à différents niveaux de l'installation et remédie aux anomalies décelées.

L'exploitant établit un bilan comparatif des consommations d'eau d'une année sur l'autre comprenant une description des mesures mises en œuvre et une analyse des écarts observés. Le bilan est tenu à disposition des inspecteurs en charge de l'environnement.

ARTICLE 16 : LES RÉSEAUX

Le réseau de collecte des eaux, autres que celles sortant des bassins d'élevage et des eaux de pluies, est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées. Ces eaux sont dirigées vers le réseau collectif d'assainissement ou traitées par un dispositif d'assainissement non collectif.

Les eaux de pluie provenant des toitures ne sont pas mélangées aux effluents. Elles sont collectées par une gouttière et sont soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure, soit évacuées vers le milieu naturel sans préjudice pour l'environnement.

ARTICLE 17 : REJETS AQUEUX

17.1 : Types d'effluents :

Les effluents recueillis sur le site appartiennent à l'une des catégories suivantes :

- les eaux pluviales de toitures non polluées déversées directement dans le réseau des eaux pluviales de la commune ;
- les eaux sanitaires qui rejoignent le réseau communal des eaux usées ;
- les eaux en sortie de bassins rejetées, directement ou après traitement, dans le Geloux .

17.2 : Eaux pluviales

Les eaux pluviales de toitures sont collectées via des gouttières et acheminées vers le réseau d'eaux pluviales du site.

17.3 : Eaux usées sanitaires

Les eaux vannes des sanitaires sont collectées par un réseau spécifique puis rejetées vers le réseau communal des eaux usées.

17.4 : Eaux en sortie de bassins

A – Valeurs-limites autorisées des rejets dans le cours d'eau récepteur :

1. L'ensemble des eaux rejetées par la pisciculture ne doit pas entraîner une élévation de température des eaux réceptrices incompatible avec la vie normale des espèces présentes dans le cours d'eau. Cette température doit, en tout état de cause, être inférieure à 30 °C.
2. L'ensemble des eaux rejetées par la pisciculture a un pH conforme à celui de la rivière et dans tous les cas compris entre 5,5 et 8,5.
3. Le taux de saturation en oxygène dissous en sortie de la pisciculture est au minimum de 70 %. Un dispositif assurant une oxygénation satisfaisante des eaux rejetées est mis en place.
4. Dans le cours d'eau récepteur, en moyenne sur 24 heures, la différence de concentration des différents paramètres (MES, NH_4^+ , NO_2^- , PO_4^{3-} , DCO, DBO5, O_2 dissous et NO_3^-) entre l'eau à l'entrée de la pisciculture et l'eau à 100 mètres en aval du point de rejet est compatible avec les objectifs de bon état écologique du cours d'eau récepteur, les recommandations du SDAGE et la vocation piscicole du milieu.

Dans tous les cas, la différence de concentration, entre l'eau à l'entrée de la pisciculture et l'eau à 100 mètres en aval du point de rejet de l'effluent, des paramètres MES, NH_4^+ , NO_2^- ,

PO_4^{3-} , DBO5 et NO_3^- ne doit pas dépasser les valeurs suivantes, dans des conditions de débit moyen du cours d'eau (débit moyen interannuel) :

- MES : 15 mg/l ;
- NH_4^+ : 0,5 mg/l ;
- NO_2^- : 0,3 mg/l ;
- PO_4^{3-} : 0,5 mg/l ;
- DBO5 : 5 mg/l ;
- O_2 dissous : pas de baisse significative ;
- NO_3^- : 50 mg/l.

Aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs-limites de concentration autorisées.

B – Valeurs limites autorisées des rejets en sortie de pisciculture :

En sortie de pisciculture, les eaux rejetées ne contiennent aucune substance susceptible de dégager d'autres effluents, des gaz, des liquides ou des vapeurs toxiques inflammables. Sont interdits tous déversements de composés cycliques hydroxylés et leurs dérivés halogénés, d'hydrocarbures (essence, gasole, huiles) et dérivés chlorés.

Dans le cadre du fonctionnement de son exploitation, le pisciculteur doit mettre en œuvre des techniques de conduite d'exploitation, de contrôle ou d'équipement lui permettant de maîtriser son rejet, même en période d'étiage sévère. Les paramètres des eaux rejetées en sortie de pisciculture doivent être compatibles avec l'objectif de bon état écologique et de non dégradation du milieu récepteur et les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE).

Une procédure de gestion du cheptel présent sur la pisciculture et du taux d'alimentation mis en œuvre est élaborée par l'exploitant et transmise à l'inspection des installations classées dans un délai de 3 mois à compter de la signature du présent arrêté. Cette procédure s'appuie sur l'identification de valeurs-seuil déclenchantes s'appuyant sur la surveillance du débit de la rivière de la température de l'eau et des caractéristiques des valeurs de rejet.

À la date de notification du présent arrêté, les éléments de qualité physico-chimique de la masse d'eau relevés à la station de suivi de la qualité des eaux de Saint Martin d'Oney, sur le Geloux, située à l'aval, sont identifiés avec l'état suivant :

<u>Paramètres</u>	<u>État</u>
Oxygène dissous	Très bon
pH	Très Bon
NH_4^+	Bon
NO_2^-	TrèsBon
PO_4^{3-}	Bon
DBO5	Très Bon

Sur la base du constat de la dégradation de l'un ou de plusieurs éléments de qualité physico-chimique du cours d'eau du Geloux à l'aval de la pisciculture, le Préfet pourra exiger une concertation des exploitants du bassin versant et la mise en place d'une procédure de surveillance au niveau du point de rejet de la pisciculture et procéder à la prescription de valeurs limites d'émission.

Dans ce cas, toutes les mesures sont prises afin de garantir le retour au bon état écologique du cours d'eau.

C – Description du dispositif de traitement des eaux de rejet

Le cas échéant, avant tout rejet à la rivière, les effluents de la pisciculture font l'objet d'un traitement.

Dans tous les cas, le rejet ne doit pas dépasser les valeurs limites fixées à l'article 17.4. Les points de rejet des eaux issues de la pisciculture et des effluents dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible.

Lorsqu'elles existent, les installations de traitement sont correctement entretenues et font l'objet d'une surveillance mensuelle dûment enregistrée. Elles sont équipées de dispositifs permettant des prélèvements dans les rejets et des mesures de leur débit dans de bonnes conditions.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les opérations concernées. Ce dispositif est conçu de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.

TITRE IV - GESTION DES DÉCHETS

ARTICLE 18 : PRINCIPES DE GESTION

18.1 : Limitation de la production de déchets

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise et en limiter la production.

18.2 : Séparation des déchets

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des installations réglementées à cet effet au titre du livre V du code de l'environnement, dans des conditions permettant d'assurer la protection de l'environnement.

Le stockage, l'élimination et le recyclage des déchets doivent se faire conformément à la réglementation en vigueur.

Les poissons morts sont retirés des bassins et stockés dans une enceinte étanche à température réfrigérée positive ou négative en attente de leur enlèvement ou de leur destruction selon les modalités prévues par la réglementation en vigueur.

Les sous-produits animaux et les matières éventuellement recueillies lors du traitement des effluents de l'installation sont éliminés par des installations habilitées à les recevoir conformément aux dispositions du règlement (CE) n° 1774/2002 du Parlement européen et du Conseil du 3 octobre 2002, et du règlement (CE) n° 1069/2009 du Parlement européen et du Conseil, du 21 octobre 2009.

Les déchets d'emballage visés par les articles R 543-66 à R 543-72 du code de l'environnement sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les huiles usagées doivent être éliminées conformément aux articles R 543-3 à R 543-15 et R 543-40 du code de l'environnement portant réglementation de la récupération des huiles usagées et ses textes d'application (arrêté ministériel du 28 janvier 1999). Elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont enlevés et traités selon les dispositions des articles R 543-196 à R 543-201 du code de l'environnement.

L'exploitant est en mesure d'en justifier l'élimination sur demande de l'inspection des installations classées. Il tiendra à la disposition de l'inspection des installations classées une caractérisation et une quantification de tous les déchets spéciaux générés par ses activités.

Tout brûlage de déchets à l'air libre est interdit.

TITRE V - PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET VIBRATIONS

ARTICLE 19 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Les émissions sonores de l'installation respectent les dispositions de l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes à la réglementation en vigueur.

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si son emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

ARTICLE 20 : NIVEAUX ACOUSTIQUES

Article 20.1 – Valeurs limites d'émergence

Les valeurs limites d'émergence sont fixées dans le tableau suivant :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Article 20.2 – Niveaux limites de bruit

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

Emplacement	Niveaux limites admissibles de bruit en dB(A)	
	<i>Période de jour allant de 7h à 22 h (sauf dimanches et jours fériés)</i>	<i>Période de nuit, allant de 22h à 7h (ainsi que dimanches et jours fériés)</i>
Limite de propriété	70	60

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau figurant à l'article 20.1, dans les zones à émergence réglementée.

TITRE VI - PRÉVENTION DES RISQUES ET ACCIDENTS

ARTICLE 21 : MESURES DE PRÉVENTION

Les opérations comportant des manipulations dangereuses, en raison de leur nature ou de leur proximité avec des installations dangereuses, et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement (phases de crues, fonctionnement normal, entretien...) font l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites et contrôlées.

Ces consignes ou modes opératoires sont intégrés au système de gestion de la sécurité. Sont notamment définis : la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité, le détail et les modalités des vérifications à effectuer en marche normale, dans les périodes transitoires, lors d'opérations exceptionnelles, à la suite d'un arrêt, après des travaux de modifications ou d'entretien de façon à vérifier que l'installation reste conforme aux dispositions du présent arrêté et que le procédé est maintenu dans les limites de sûreté définies par l'exploitant ou dans les modes opératoires.

Sans préjudice des procédures prévues par le code de l'environnement et par le système de gestion de l'entreprise, les opérations de lancement de nouvelles fabrications, le démarrage de nouvelles unités, tout fonctionnement en marche dégradée prévisible ainsi que toute opération délicate sur le plan de la sécurité, font l'objet d'une analyse de risque préalable et sont assurées en présence d'un encadrement approprié.

La mise en service d'unités nouvelles ou modifiées est précédée d'une réception des travaux attestant que les installations sont aptes à être utilisées.

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes françaises qui lui sont applicables.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport.

Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition des inspecteurs des installations classées.

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies d'accès et de circulation sont délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

ARTICLE 22 : PRÉVENTION INCENDIE :

22.1 – Moyens de lutte contre l'incendie

Les moyens de lutte contre l'incendie présents sur le site sont conformes à la réglementation en vigueur.

22.2 – Interdiction des feux

Il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque (feu nu, point chaud ou appareil susceptible de produire une étincelle) dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion (que les installations soient en fonctionnement ou à l'arrêt), sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction doit être affichée en limite de zone en caractère apparent.

22.3 – Permis de feu

Dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, tous les travaux de réparation ou d'aménagement, sortant du domaine courant et nécessitant l'emploi d'une flamme ou d'une source chaude, ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis de feu » dûment signé par l'exploitant ou par la personne que ce dernier aura nommément désignée. Ces travaux ne peuvent s'effectuer qu'en respectant les règles d'une consigne particulière, établie sous la responsabilité de l'exploitant, et jointe au permis de feu. Quand les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le permis de feu et la consigne particulière peuvent être établis soit par l'exploitant, soit par l'entreprise extérieure, mais doivent être signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées. Quand les travaux ont lieu dans une zone présentant des risques importants, celle-ci doit être à l'arrêt et avoir été débarrassée de toutes poussières. Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité une vérification des installations doit être effectuée.

ARTICLE 23 : FORMATION DES PERSONNELS

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

TITRE VII - PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

ARTICLE 24 : RÈGLES GÉNÉRALES

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et la construction des installations pour limiter les risques de pollution accidentelle des eaux ou des sols.

Les produits de nettoyage, de désinfection, de traitement et les produits dangereux sont stockés dans des conditions propres à éviter tout déversement accidentel dans le milieu naturel et tous risques pour la sécurité et la santé des populations avoisinantes et pour la protection de l'environnement. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation

de ces produits doit être étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les produits répandus accidentellement. Un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent sépare entre eux les différents locaux ou aires de stockage ou de manipulation de ces produits et les sépare de l'extérieur. Les matières recueillies sont récupérées puis recyclées, traitées ou éliminées dans des installations habilitées à les recevoir dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement doit être effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages.

ARTICLE 25 : CONNAISSANCE DES PRODUITS – ÉTIQUETAGE

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R. 231.53 du code du travail.

Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus. Cet état est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées et des services d'incendie et de secours.

ARTICLE 26 : RÉTENTION DE PRODUITS

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir.
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres admis au transport, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20% de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres.

La cuvette de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour un dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé en conditions normales.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables ainsi que des autres produits toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés.

Les réservoirs fixes sont munis de jauge de niveau et, pour les stockages enterrés, de limiteur de remplissage.

L'étanchéité des réservoirs doit être contrôlable à tout moment.

ARTICLE 27 : RÉTENTION DES AIRES ET LOCAUX DE TRAVAIL

Les sols des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des produits dangereux pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les produits répandus accidentellement.

ARTICLE 28 : POLLUTION ACCIDENTELLE

Les effluents aqueux récupérés, susceptibles d'être pollués sont stockés avant leur élimination dans des conditions ne présentant pas de risque de pollution.

TITRE VIII - AUTOSURVEILLANCE

ARTICLE 29 : PRINCIPE ET OBJECTIFS DU PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

ARTICLE 30 : SURVEILLANCE DES DÉBITS ET DES EAUX DE REJET : FRÉQUENCE DES CONTRÔLES

Les agents de contrôle ont libre accès aux installations autorisées.

Le permissionnaire doit, sur leur réquisition, mettre les fonctionnaires du contrôle à même de procéder à toutes les mesures de vérification et expériences utiles pour constater l'exécution du présent arrêté et leur fournir les personnels et appareils nécessaires.

Les dispositifs de rejet de la pisciculture seront aisément accessibles et aménagés de manière à permettre l'exécution des prélèvements et les mesures de débit dans des conditions parfaites.

Le responsable de l'établissement est tenu :

a) d'enregistrer, au minima, chaque quinze jours :

- le débit à la station de mesure de SAINT MARTIN D'ONEY,
- le débit dérivé,
- le débit réservé transitant par le tronçon court-circuité,
- le débit du rejet en sortie de pisciculture, dans le Geloux,
- la température de l'eau du cours d'eau en amont de la dérivation,
- la température de l'eau du rejet dans le Geloux.

Durant la période d'étiage allant du 1^{er} mai au 30 novembre : la fréquence d'enregistrement du débit à la station de mesure de SAINT MARTIN D'ONEY est quotidienne.

- La fréquence de mesure du débit dérivé est hebdomadaire,
- Si la station de référence est défaillante, l'exploitant effectue un relevé quotidien du débit réservé transitant par le tronçon court-circuité.

Toutefois lorsque le débit mesuré à la station de SAINT MARTIN D'ONEY est inférieur ou égal à 750 l/s (650 l/s de débit dérivé et 100 l/s de débit réservé), l'exploitant effectue une mesure quotidienne du débit dérivé.

Ces mesures sont consignées et archivées quotidiennement par l'exploitant.

Les procédures de mesure doivent être définies et consultables à tout moment par les services de contrôle.

b) de faire réaliser, à ses frais, par un organisme agréé par l'inspection des installations classées et sans préjudice des contrôles réalisés à son initiative et qui seront à sa charge :

- annuellement, un contrôle du fonctionnement et des performances du dispositif de traitement lorsqu'il existe. L'exploitant devra déterminer la date de réalisation de ce contrôle et en tenir informé l'inspecteur de l'environnement ;
- 2 campagnes d'analyses amont/aval permettant de mesurer la différence de concentration en moyenne sur 24h, entre l'eau à l'entrée de la pisciculture et l'eau à 100 mètres en aval du point de rejet de l'effluent, dans des conditions de débit moyen du cours d'eau (débit moyen interannuel) sur les paramètres suivants : température, pH, MES, NH_4^+ , NO_2^- , PO_4^{3-} , DCO, DBO5 et O_2 dissous (1 campagne d'analyses sera réalisée en période d'étiage de préférence en septembre).

Point de prélèvement Amont : 43.9347333 / -0.6294972 Point de prélèvement Aval : 43.9330639 / -0.6290667

Les résultats des contrôles et mesures seront consignés sur un registre et transmis à l'inspecteur des installations classées (via le logiciel GIDAF), accompagnés des commentaires éventuels du pisciculteur.

ARTICLE 31 : AUTO-SURVEILLANCE :

Le pisciculteur met en place un programme d'autosurveillance de ses eaux de rejet sur le paramètre NH_4^+ par le biais d'autocontrôles hebdomadaires en période dite d'étiage (1^{er} mai au 30 novembre) et mensuels hors période d'étiage sur des prélèvements effectués :

- dans le Geloux, en amont immédiat de la prise d'eau ;
- dans le Geloux, 100 mètres en aval de la pisciculture.

Point de prélèvement Amont : 43.9347333 / -0.6294972 Point de prélèvement Aval : 43.9330639 / -0.6290667

Suite à ces prélèvements et à la lecture des résultats sur la partie aval du cours d'eau, lorsque une concentration « aval » en NH_4^+ est supérieure ou égale à 0,5 mg/l, l'exploitant met en place les dispositions suivantes :

- vérification de la mesure amont/aval pour contrôler le delta de concentration en NH_4^+ entre ces deux points.
- Si ce delta est < à 0,5 mg/l alors l'exploitant continue son programme d'autocontrôle à la fréquence dite hors étiage ou d'étiage.

- Si le delta est \geq ou égal à 0,5 mg/l, en lien avec l'article 17-4 :
 - l'exploitant met en place les éléments cités dans la procédure de cheptel pour revenir au seuil autorisé,
 - l'exploitant augmente la fréquence de prélèvements amont/aval tous les 2 jours afin de garantir le retour des concentrations visées.

Le pisciculteur met également en place un programme d'autosurveillance de ses eaux de rejet sur le paramètre NO₂- par le biais d'autocontrôles, tous les quinze jours en période d'étiage (1^{er} mai au 30 novembre) et mensuels hors période d'étiage sur des prélèvements effectués :

- dans le Geloux, en amont immédiat de la prise d'eau ;
- dans le Geloux, 100 mètres en aval de la pisciculture.

(mêmes points de prélèvements que ceux cités plus haut)

Les résultats de cette auto-surveillance, tant sur les paramètres NH₄⁺ que NO₂-, seront consignés dans un registre et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et du service en charge de la police de l'eau.

ARTICLE 32 : SURVEILLANCE DU MILIEU RÉCEPTEUR :

Afin de caractériser l'impact de la pisciculture sur la biologie du cours d'eau, le pisciculteur réalise un suivi des éléments de qualité biologique du cours d'eau.

Les indicateurs biologiques pertinents à contrôler sont les suivants :

- I2M2 Indice invertébrés multimétriques (méthode MPCE) (si état I2M2 identifié moins que bon à la station de mesure),
- IPR Indice poisson rivière.

Les campagnes sont à mener selon le calendrier suivant :

- État initial 0 : I2M2/IPR : à réaliser avant le démarrage des travaux de restauration de la continuité écologique.
- Suivi : I2M2/IPR : à réaliser dans le délai de 2 ans après la remise en fonctionnement définitive de l'ouvrage de restauration de la continuité écologique.

Les points de contrôle les plus adaptés devront être déterminés en accord avec les services de l'État.

Le bilan de chaque campagne sera transmis dans un délai de 2 mois après l'achèvement de la campagne à l'inspection des installations classées et au service de la police de l'eau.

L'impact de la pisciculture sur le milieu récepteur doit être apprécié au travers de l'analyse des écarts à la référence entre le point de mesure à l'amont et un autre à l'aval de la pisciculture. Le point situé à l'aval est situé en dehors de la zone de mélange.

Le rapport établi au terme de 2 ans comportera une analyse par rapport à l'état initial.

TITRE IX – ÉPANDAGE

ARTICLE 33 : ÉPANDAGE :

Aucun épandage n'est actuellement prévu pour cette installation puisqu'aucune boue n'est extraite des bassins.

En cas de mise en place d'un épandage, les prescriptions relatives à ce mode de valorisation seront conformes à l'arrêté du 15 septembre 2020 modifiant l'arrêté du 8 janvier 1998 fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles pris en application du décret n° 97-1133 du 8 décembre 1997 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées.

TITRE X – APPLICATION - EXÉCUTION

ARTICLE 34 : PUBLICITÉ

En vue de l'information des tiers, conformément à l'article R. 181-44 du code de l'environnement, une copie du présent arrêté sera déposée en mairie de SAINT MARTIN D'ONEY et pourra y être consultée par les personnes intéressées. Il sera affiché à la mairie pendant une durée minimale d'un mois, procès-verbal d'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire.

L'arrêté sera publié sur le site internet de la Préfecture des Landes.

ARTICLE 35 : EXÉCUTION

Le présent arrêté sera notifié au pétitionnaire.

La Secrétaire Générale de la Préfecture des Landes, le Maire de SAINT-MARTIN-D'ONEY, l'inspecteur de l'environnement de la DDETSPP, les directeurs de la DDETSPP et de la DDTM des Landes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée.

Mont-de-Marsan, le 23 SEP. 2024

Pour la Préfète et par délégation
La Secrétaire Générale

Stéphanie MONTEUIL

Voies et délais de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction

Il peut être contesté auprès du tribunal administratif de Pau :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - a.a l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 du code de l'environnement ;
 - *la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 2° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. La saisine du tribunal administratif est possible par la voie de l'application « Télérécourse citoyen » sur le site www.telerecours.fr

NOTIFICATION DES RECOURS

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

1505 932 8 5



Annexe 1 : Plans de l'installation et schéma de fonctionnement



